



MISSION PERMANENTE DE LA SUISSE
AUPRÈS DES NATIONS UNIES

Seul le texte prononcé fait foi

Réunion du Conseil de sécurité
sur le thème

"Protection des civils dans les conflits armés"

Déclaration

de

M. l'Ambassadeur Peter Maurer
Représentant permanent de la Suisse

Check against delivery

Meeting of the Security Council
on

"Protection of civilians in armed conflict"

Statement

by

Ambassador Peter Maurer
Permanent Representative of Switzerland

New York, le 9 décembre 2005

Monsieur le Président,

Tout d'abord, je tiens à remercier le Royaume-Uni d'avoir organisé durant sa présidence du Conseil ce débat ouvert et de donner ainsi à l'ensemble des membres de l'Organisation l'occasion de se prononcer avant l'adoption d'une résolution sur un sujet d'une importance cruciale. Je remercie aussi le Secrétaire général de l'Organisation de son rapport, qui démontre qu'un important chemin a été parcouru depuis l'adoption par le Conseil de sécurité des résolutions 1296 (2000) et 1265 (1999). La Suisse salue l'engagement du Conseil de sécurité sur cette question et soutient les mesures envisagées dans la nouvelle résolution que le Conseil s'apprête à adopter.

Malheureusement, en dépit des efforts de la communauté internationale, la question de la protection des populations civiles demeure d'une brûlante actualité. Et les chiffres sont alarmants. Chaque année, des millions de personnes – avant tout des femmes et des enfants – sont exposées à la violence. J'attire votre attention sur le récent rapport intitulé "Women in an Insecure World", publié par le Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées, qui dresse un état des lieux accablant en ce qui concerne la violence à l'égard des femmes.

Lors de précédentes interventions devant le Conseil, la Suisse a eu l'occasion de mettre en évidence les priorités qui guident son action par rapport à la protection des civils dans les conflits armés. Je me concentre aujourd'hui sur quatre aspects particuliers ; le rôle du droit ; le mandat des missions de paix ; l'accès aux victimes et la question de l'emblème.

Le rôle fondamental du droit

La Suisse souhaite rappeler, tout d'abord, l'importance fondamentale du respect des règles existantes du droit international. La protection des populations civiles est assurée non seulement par le droit international humanitaire, mais aussi par d'autres normes et standards de protection relatifs aux droits humains, aux réfugiés et aux personnes déplacées. Je souhaite attirer en particulier l'attention sur les "Principes Directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays". En ce qui concerne le droit humanitaire, je souhaite rappeler l'existence – aux côtés des instruments du droit conventionnel que sont les Conventions de Genève de 1949 et les deux Protocoles additionnels de 1977 – d'un corpus très dense de règles coutumières. Ces règles du droit coutumier s'imposent à tous et sont d'une grande importance dans les conflits armés non internationaux. Une étude publiée en avril dernier par le CICR décrit le contenu de ces règles du droit coutumier. Il existe donc un ensemble cohérent de règles et principes juridiques, qui ne sont pas négociables et doivent guider l'action du Conseil de sécurité et des Etats membres. Cela doit être impérativement reflété dans la résolution qui sera adoptée par le Conseil de sécurité.

Le mandat des opérations de paix

Le deuxième aspect que je souhaite évoquer est le mandat des opérations de paix. Ces dernières années, les mandats définis par le Conseil de sécurité sont devenus à la fois plus larges et plus robustes. La Suisse salue cette évolution, en invitant toutefois le Conseil de sécurité à renforcer encore la composante civile de ces opérations. Les deux composantes civile et militaire doivent se compléter, en respectant les mandats de chacun. Les militaires

ont des responsabilités importantes quant à la protection physique des civils dans leurs zones d'opération. Nous souhaitons en même temps souligner avec force que l'action humanitaire – que ce soient l'aide d'urgence aux victimes ou les activités de protection – doit être conduite par des civils. C'est seulement ainsi que peuvent être garantis les principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Le manque de clarté constaté parfois sur le terrain dans les rôles respectifs des organisations humanitaires et des militaires met en danger l'action humanitaire.

Cela dit, la Suisse juge aussi important qu'une coordination étroite s'établisse entre les acteurs civils et militaires. C'est pourquoi nous invitons le Conseil de sécurité à mieux associer, dès le début, les acteurs civils à la planification et à la définition du mandat des missions de paix. Nous attirons dans ce contexte l'attention sur les "Directives relatives à l'utilisation des ressources militaires et de la protection civile à l'appui des activités humanitaires dans les situations d'urgence complexes". La Suisse invite le Conseil à suivre ces directives dans la définition des mandats des opérations de paix onusiennes et à user de son influence auprès des organisations régionales, afin que celles-ci fassent de même dans l'accomplissement des mandats qui leur sont confiés.

L'accès humanitaire

Je souhaite souligner également l'importance pour les acteurs humanitaires de pouvoir accéder sans entraves aux populations civiles. Il n'est pas acceptable que près de 10 millions de personnes soient privées d'un accès à l'aide humanitaire des Nations Unies. Nous ne pouvons tolérer que des Etats ou des groupes armés empêchent – par des mesures directes ou indirectes – les organisations humanitaires d'accomplir leur mission. La Suisse appelle le Conseil de sécurité à accorder une attention particulière à cette question cruciale de l'accès humanitaire.

Même là où l'accès aux victimes est parfaitement possible, il est souvent nécessaire de négocier constamment. Dans ce contexte, la Suisse a soutenu l'élaboration par les Nations Unies d'un manuel sur les négociations humanitaires avec les groupes armés. Ce manuel, qui devrait être publié ces prochaines semaines, répond à une recommandation formulée par le Secrétaire général dans son deuxième rapport sur la protection des civils dans les conflits armés.

Finalement nous saluons les références à la responsabilité de protéger qui sont contenues dans le projet de résolution à l'examen.

La question de l'emblème

Le dernier aspect que je souhaite aborder est la question de l'emblème. La Suisse salue l'adoption cette semaine d'un troisième Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949, qui introduit un emblème supplémentaire pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Une large majorité des Etats parties aux Conventions de Genève a voté en faveur de cette décision, qui met un terme à une longue controverse. Le nouvel emblème a la forme d'un cristal rouge, sur fond blanc. Il est dénué de toute connotation nationale, religieuse ou culturelle. En sa qualité d'Etat dépositaire des Conventions de Genève, la Suisse appelle tous les Etats à ratifier rapidement cet instrument.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Unofficial translation

Mr. President,

First of all, I would like to thank the United Kingdom for organising this open debate during its presidency of the Council and for giving all the members of the Organisation the opportunity to speak prior to the adoption of a resolution on a issue of crucial importance. I would also like to thank the Secretary-General of the Organisation for his report, in which he shows that major progress has been made since the Security Council adopted resolutions 1296 (2000) and 1265 (1999). Switzerland welcomes the commitment of the Security Council to this question and supports the measures planned in the new resolution that the Council is preparing to adopt.

Unfortunately, in spite of the efforts of the international community, the protection of civilians in armed conflicts still remains a burning issue. The numbers are alarming. Each year, millions of people are exposed to armed violence – in particular women and children. I draw your attention to the recent report entitled "Women in an Insecure World" published by the Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces, which presents an overwhelming situation with regard to violence against women.

In previous statements to the Council, Switzerland has highlighted the priorities guiding its action with regard to protection of civilians in armed conflicts. Today, I will focus on four specific aspects : the role of law; the mandate of peace missions; unrestricted access to the victims of conflicts and the question of the emblem.

The fundamental role of law

Switzerland wishes, in the first place, to recall the fundamental importance of respect for international law. The protection of civilians is ensured not only by international humanitarian law but also by other norms and standards of protection relative to human rights as well as to refugees and to displaced persons. In particular, I wish to draw your attention to the "Guiding Principles on Internal Displacement". Concerning humanitarian law, I wish also to recall the existence of a very dense body of customary law in addition to the conventional legal instruments, the Geneva Conventions of 1949 and their two Additional Protocols of 1977. Customary law applies in all situations and is of particular relevance in non-international armed conflicts. A study published last April by the International Committee of the Red Cross describes the substance of the rules of customary law. A coherent body of non-negotiable law and legal principles therefore exists, providing a list of imperatives to guide the action of the Security Council and the Member States. This must be clearly reflected in the resolution that the Security Council will adopt.

The mandate of peace operations

The second aspect I wish to address is the mandate of peace operations. In recent years, the mandates set by the Security Council have become both broader and more robust. Switzerland welcomes this development but invites the Security Council to build up to a greater degree the civilian component of these operations. The two civilian and military components should

complement one another, with full respect of their distinct mandates. Military have an important responsibility in the physical protection of civilians within their zone of operation. We wish however to emphasise strongly that humanitarian action – be it emergency aid to victims or other activities of protection – must be carried out by civilians. Only in this way will it be possible to ensure the humanitarian principles of neutrality, impartiality and independence. The lack of clarity sometimes seen on the ground between the roles of humanitarian and military actors endangers humanitarian action.

This being said, Switzerland calls for a close coordination between civilian and military actors. That is why we call on the Security Council to include in a stronger way, from the beginning, civilians in the planning and definition of the mandates of peace missions. In this context we draw attention to the “Guidelines on the use of military and civil defence assets to support UN humanitarian activities in complex emergencies”. Switzerland invites the Council to follow these Guidelines in the definition of the mandates of UN peace operations and to exercise its influence on regional organisations with a view to ensuring that they do the same.

Humanitarian access

Humanitarian organisations must have an unrestricted access to the victims of conflicts. It is not acceptable that almost 10 million people are deprived of access to UN humanitarian aid. It is intolerable that States or armed groups prevent – by direct or indirect methods – humanitarian organisations from carrying out their missions. Switzerland calls on the Security Council to give particular attention to the crucial question of humanitarian access.

Even where access to victims is possible, humanitarian organizations must often negotiate again and again. In this context, Switzerland supported the drafting by the UN of a Manual on Humanitarian Negotiations with Armed Groups. This manual, which will be released in the next weeks, is a response to a recommendation made by the UN Secretary-General in his second report on protection of civilians in armed conflicts.

Finally, we welcome the references made to the responsibility to protect contained in the draft resolution under review.

The question of the emblem

The last topic I wish to address is the question of the emblem. Switzerland welcomes the adoption this week of a third Additional Protocol to the Geneva Conventions, which introduces an additional emblem for the International Red Cross and Red Crescent Movement. A large majority of the State Parties to the Geneva Conventions have voted in favor of this new emblem. A long lasting controversy has come to its end. The new emblem is a red square shaped figure against a white background. It is devoid of any national, religious or cultural connotation. In its capacity as the Depositary State of the Geneva Conventions, Switzerland calls on all States to ratify this instrument rapidly.

Thank you, Mr President.